



Résister à la fragmentation de l'économie palestinienne

Nur Arafah

2 décembre 2015

Texte inédit pour le site de Ballast

Suite à la création de l'État d'Israël en 1948 et à la division territoriale des parties restantes de la Palestine mandataire, les structures politiques, économiques et sociales de la société palestinienne ont été sévèrement détruites. Avec l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza en 1967, les structures administratives et économiques sont restées divisées. À la création de l'Autorité palestinienne, au lendemain des accords d'Oslo en 1994, et malgré l'existence d'une seule structure administrative, les divisions entre les différentes zones n'ont fait qu'aggraver cette fragmentation. Il s'avère donc indispensable d'analyser et de mettre en œuvre, sur le terrain, une stratégie capable de résister à la dislocation économique au sein des territoires palestiniens occupés. ≡ Par Nur Arafah



Une économie isolée en état de « dé-développement » à Gaza

L'économie de Gaza est dans un état de « *dé-développement* » (nous empruntons la formule à [Sara Roy](#)), non seulement à cause des attaques israéliennes répétées — qui ont délibérément et systématiquement détruit l'économie indigène et créé une crise humanitaire —, mais surtout à la suite du blocus imposé par Israël depuis la prise du pouvoir par le Hamas (et même bien avant). L'économie de Gaza est devenue isolée du reste des territoires palestiniens occupés. Les fermetures et les restrictions de mouvement ont paralysé le commerce interne et externe. Comme une illustration de ces restrictions, les autorités israéliennes ont établi une liste appelée « Biens à double usage ». Ces biens, comme le ciment et les équipements technologiques, sont considérés comme susceptibles d'avoir une utilisation tant militaire que civile, et sont donc sévèrement contrôlés. La disponibilité des facteurs de production est très réduite et leur cours sur le marché a considérablement augmenté.

1. « ***L'économie de Gaza est devenue isolée du reste des territoires palestiniens occupés. Les fermetures et les restrictions de mouvement ont paralysé le commerce interne et externe.*** »

La capacité productive dans la bande de Gaza a été réduite à peau de chagrin. L'état appauvri du secteur privé ainsi que des services publics a rendu Gaza de plus en plus



inivable, limitant sa capacité à réaliser une croissance économique durable. Le blocus a toutefois donné naissance à de nouveaux types d'économies. En matière d'agriculture, les restrictions israéliennes sur les importations ont conduit les Gazaouis à adopter un système de planification multicritères ; l'objectif est de produire des cultures normalement importées afin de réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur, et d'assurer la sécurité alimentaire. Ce système a été conceptualisé par le ministère de l'Agriculture sous l'appellation d'une « *économie agricole résistive* ». Une économie informelle de tunnel a également émergé. Elle consiste à contrecarrer les restrictions israéliennes en faisant entrer d'Égypte par des tunnels creusés tous les produits manquants à la survie des territoires. Ce commerce n'a cependant pas généré une croissance durable et n'a pas bénéficié d'une manière considérable aux secteurs productifs, qui dépendent de la main d'œuvre. En outre, la politique égyptienne récente — répressive à l'égard des Frères musulmans et leurs alliés stratégiques, comme le Hamas — a eu pour conséquence la destruction des tunnels.

Une économie marginalisée et affaiblie à Jérusalem-Est

Jérusalem-Est était le noyau commercial, touristique et culturel de la société palestinienne. La ville a cependant été progressivement séparée de l'économie de la bande de Gaza et de la Cisjordanie puis intégrée, d'une manière partielle et déformée, dans l'économie israélienne. Son économie est devenue de plus en plus dépendante des marchés israéliens pour l'emploi, le commerce et la finance. Cette marginalisation de l'économie de Jérusalem-Est par rapport au reste des territoires palestiniens est le résultat des politiques israéliennes d'annexion et d'isolement — la construction du mur de séparation jouant un rôle considérable. L'état socio-économique de la ville est tombé en déclin ; ses habitants connaissent des taux de pauvreté (75.4 %) et de chômage (19 %) considérables, un manque aigu de logements, un taux d'investissement faible, une défaillance d'infrastructures économiques, un appauvrissement du secteur commercial touristique et, enfin, des services éducatifs et de santé dans un état de délabrement.



(DR)

L'archipel fragmenté de la Cisjordanie

Alors que la bande de Gaza et Jérusalem-Est étaient à la fois économiquement marginalisées et isolées, une économie néolibérale se développait à Ramallah, en Cisjordanie. Ce modèle de développement économique, qui a été mis en œuvre par le gouvernement de [Salam Fayyad](#), consistait en une réforme institutionnelle dont l'objectif était de mener une politique de privatisation de certaines activités, et une libéralisation du marché de l'emprunt. Cette politique a eu pour conséquence une relance économique à court terme — la période de croissance s'avérait néanmoins insoutenable en ce qu'elle était fondée sur une économie artificielle, dépendante des donateurs extérieurs. Elle a même conduit à augmenter les inégalités et le taux d'endettement des ménages. Cette manne économique, même provisoire, n'a profité qu'aux zones contrôlées par l'Autorité palestinienne, en l'occurrence les [zones A](#) et [B](#) de la Cisjordanie, tandis que la [zone C](#) est restée à l'écart de ces réformes économiques — les territoires situés dans la zone C sont soumis à un contrôle strict de la part des autorités israéliennes, limitant la libre disposition des terres, de l'eau, et d'autres ressources naturelles au profit des Palestiniens.

« Les Palestiniens en Israël sont ainsi en train de devenir un moteur important de l'économie du nord de la Cisjordanie. »

On peut également évoquer le cas d'Hébron et du sud de la Cisjordanie, qui forment un autre fragment économique. Ils sont devenus ces dernières années le centre commercial et industriel des territoires palestiniens occupés. Quant aux territoires situés au nord de la Cisjordanie, tels que Naplouse, Jénine et Qalqilya, ils ont développé des rapports



économiques avec l'économie arabe israélienne, dans la Galilée et le [Triangle](#). Ces nouveaux flux commerciaux, évoqués par l'économiste [Raja Khalidi](#), impliquent plusieurs secteurs tels que l'hôtellerie, le tourisme, la restauration, la santé, les finances, la comptabilité et les services de transport. La valeur actuelle totale des biens et de services échangés sur les marchés nord de la Cisjordanie par les Palestiniens vivant en Israël est estimée à 300 millions de dollars par an. Les Palestiniens en Israël deviennent ainsi un moteur important de l'économie du nord de la Cisjordanie.

Résister à la politique israélienne

Malgré l'existence de plusieurs fragments économiques, tous les Palestiniens restent à la fois soumis à la politique d'occupation et de colonisation israélienne et à l'économie israélienne, de manière plus générale. Ils connaissent tous les mêmes limitations aux ressources naturelles et à la liberté de mouvement des biens et des personnes. Et puisque ces restrictions ont entravé la croissance et le développement économique durable dans les territoires palestiniens occupés, il y a un besoin urgent de conceptualiser et de mettre en œuvre une stratégie à même résister à la politique israélienne et ses relais structurels hégémoniques ; cette stratégie, dont le noyau dur est la lutte contre la confiscation des terres et la dépendance forcée vis-à-vis de l'économie israélienne, doit aussi viser à défier le modèle néolibéral adopté par l'Autorité palestinienne.



Salam Fayyad, 2013 (World Economic Forum)

La promotion du secteur agricole serait à cet égard cruciale puisqu'il a un rôle stratégique dans le maintien de la terre palestinienne face à la colonisation. En outre, son renforcement favoriserait la capacité productive palestinienne et le libérerait de l'emprise de l'économie israélienne — il faciliterait la transformation de la société



palestinienne, d'une société de consommation à une société de production, assurant ainsi une plus grande indépendance sur le plan alimentaire. Le renforcement du secteur industriel apparaît tout aussi indispensable dans le développement d'une économie plus ou moins indépendante : ceci passe par une politique qui favorise la production locale et sa promotion. Un plan doit être mis en place afin de promouvoir des secteurs industriels compétitifs considérés comme rentables socialement et économiquement. Une politique de boycott des produits israéliens, autres que ceux provenant des colonies, est aussi indispensable afin de favoriser le marché intérieur.

La promotion des relations économiques nord-nord, entre les Palestiniens des territoires et ceux d'Israël, est aussi essentielle afin de tenir tête à l'intégration dans l'économie israélienne. Khalidi suggère que l'Autorité palestinienne, ainsi que les communautés locales et le secteur privé, accordent un traitement préférentiel aux investisseurs palestiniens d'Israël, par l'organisation de foires commerciales et l'amélioration des capacités d'accueil des services municipaux pour les Palestiniens d'Israël. Mais pour que la résistance ait un impact, il faut qu'elle soit fondée sur la conscience des Palestiniens des dangers du système actuel : une attention particulière devrait donc être accordée à l'éducation et à la mobilisation sociale. Le pédagogue brésilien [Paulo Freire](#) expliquait en 1970, dans son ouvrage *Pedagogy of the Oppressed*, que « *l'éducation fonctionne soit comme un instrument qui est utilisé pour faciliter l'intégration de la jeune génération dans la logique du système actuel... soit comme la pratique de la liberté, et le moyen par lequel les hommes et les femmes examinent de manière critique et créative la réalité, en découvrant comment participer à la transformation de leur monde* ».

REBONDS

- ≡ Lire notre article, « [Israël : la mort vue du ciel](#) », Shimrit Lee, juillet 2015
- ≡ Lire l'entretien avec [Georges Habache](#) (Memento)
- ≡ Lire notre série « [Palestine-Israël, voix de femmes](#) », Shimrit Lee, janvier 2015
- ≡ Lire notre entretien avec Frank Barat, « [François Hollande a décidé de soutenir l'oppresseur](#) », novembre 2014
- ≡ Lire la [lettre du poète Breyten Breytenbach](#) à Ariel Sharon (Memento)